

# L'Iran, le marché mondial du pétrole et la sécurité énergétique

Sara Vakhshouri

L'Iran possède d'énormes réserves d'hydrocarbures. Cependant, le manque d'investissement et de technologie ont nui à sa capacité de production

L'accord de Genève pourrait ouvrir la voie à son retour sur le marché du pétrole, et renforcer son influence grâce à sa situation géographique et géopolitique

L'OPEP doit faire face à deux grands défis : une surabondance de pétrole et de gaz naturel et la révolution du gaz de schiste aux États-Unis

**L**e 24 novembre 2013, un accord est conclu à Genève entre l'Iran et le groupe P5+1 (les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Russie, la Chine et l'Allemagne) visant à geler le programme nucléaire iranien. Conformément à l'accord de Genève, la levée des lourdes sanctions qui frappent l'Iran pourrait commencer cette année.

Dans le cadre de cet accord intérimaire, l'Iran s'est engagé à limiter l'enrichissement de l'uranium à 5 %, à démanteler les liens entre les centrifugeuses et à permettre aux inspecteurs internationaux de visiter les installations nucléaires. En échange, les États-Unis vont remettre à l'Iran jusqu'à sept milliards de dollars dont 4,2 milliards proviennent du commerce pétrolier, gelés dans des comptes et près d'un milliard de dollars des ventes pétrochimiques. L'Iran pourrait aussi obtenir 500 millions de dollars pour la production et la vente de son industrie automobile grâce à la levée des importations de pièces détachées de voitures, ainsi que le déblocage de 400 millions de dollars d'avoirs iraniens destinés à aider au financement d'étudiants universitaires iraniens à l'étranger. Le prochain allègement concernant le commerce de l'or et d'autres métaux précieux, devrait permettre de récupérer des montants très élevés, ce qui aidera certainement l'Iran à recevoir des métaux précieux en contrepartie de l'exportation du brut.

Cependant, une question essentielle demeure encore : que signifie l'accord de Genève pour l'industrie énergétique iranienne et pour la sécurité énergétique mondiale ? L'accord intérimaire affectera-t-il directement ou indirectement l'industrie iranienne du pétrole et du gaz ?

## Production de pétrole et de gaz

**D**ans le cadre de cet accord, les USA stopperont temporairement leurs intentions de réduire les ventes de pétrole iranien pendant les six mois prochains. Mais les sanctions limitant les exportations iraniennes à moins d'un million de barils par jour restent en place. Le régime de sanctions, sans précédent dans l'histoire, a exercé une pression considérable sur les énormes réserves de pétrole et de gaz iraniennes. Et il n'est pas prévu qu'elles disparaissent du jour au lendemain. Les grandes compagnies pétrolières internationales comme Total, Royal Dutch Shell, ENI et Statoil ont beaucoup investi dans le secteur pétrolier iranien dans les années quatre-vingt-dix, mais elles se sont retirées au cours des dernières années depuis le renforcement des sanctions, compte tenu du haut risque des investissements et d'une basse rentabilité des contrats de rachat. Dans l'ensemble, la production

de pétrole iranien et les exportations ont chuté directement ou indirectement à la suite de ces sanctions.

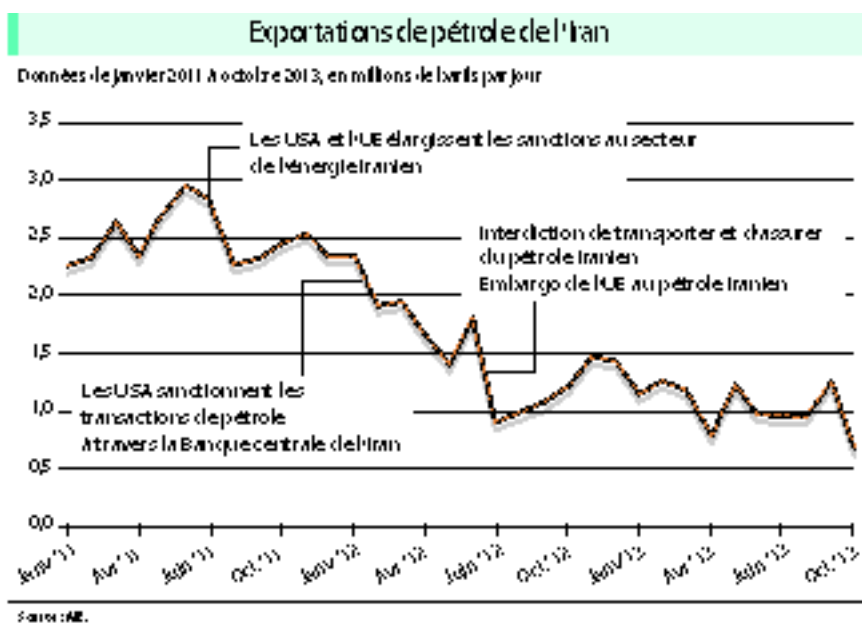
Compte tenu de ses énormes réserves d'hydrocarbures, l'Iran pourrait jouer un rôle clé sur les marchés mondiaux du pétrole et du gaz naturel. Cependant, le manque d'investissement et de la technologie nécessaire ont nui à sa capacité de production. Celle-ci est descendue de plus de quatre millions de barils par jour, début 2010, à 3,5-3,7 millions de barils par jour en 2013. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) les exportations iraniennes de pétrole sont passées de près de 2,5 millions de barils par jour en 2012 à 1,1 millions de barils en moyenne par jour au cours des neuf premiers mois de l'année 2013. Le nouveau ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zangeneh, prévoit une augmentation des exportations en 2014, jusqu'à 1,4 de millions barils par jour. Les restrictions légales et du marché des exportations du pétrole iranien ont empêché le développement de tout le potentiel du pays. Comme cela a déjà été dit, l'Iran nécessite un climat plus favorable à l'investissement et la technologie nécessaire pour pouvoir maintenir et accroître sa capacité de production.

Selon des représentants iraniens, le pays a besoin de près de 100 milliards de dollars en investissements étrangers pour rétablir sa capacité de production et d'exportation.

L'accord intérimaire pourrait ouvrir la voie au retour de l'Iran sur le marché mondial du pétrole, en lui permettant d'exercer une plus grande influence. Les représentants iraniens ont engagé des efforts en vue d'attirer les investisseurs étrangers et les partenaires régionaux afin d'aider à la reconstruction et au développement de ses champs de pétrole. Le nouveau président iranien, Hassan Rohani et son ministre du Pétrole ont invité les grandes compagnies pétrolières à investir dans le secteur de l'énergie, en tentant à nouveau de les inciter à revenir en Iran.

Dans les six mois à venir, pendant la première phase d'allègement des sanctions, les possibilités de l'Iran d'attirer les investissements étrangers nécessaires pour son industrie du pétrole et du gaz sont maigres. En dépit d'un climat d'optimisme, l'essentiel des sanctions restent en place. Cependant Shell, Total et ENI ont déjà tenu des réunions préliminaires avec les responsables iraniens de l'énergie destinées à créer les conditions d'un éventuel allègement de sanctions, à l'avenir. Le ministre iranien du Pétrole a également annoncé une réforme de la réglementation en matière d'investissement en amont, afin de la rendre plus intéressante aux yeux des investisseurs étrangers.

Tous ces efforts pourraient aider à augmenter progressivement l'approvisionnement pétrolier et gazier de l'Iran. Ici, le mot-clé est progressivement. Bien que la situation de l'Iran sur le marché ait repris un peu de vigueur suite à l'accord de Genève et qu'il est prévu qu'elle se renforce, sa production n'augmentera pas radicalement pendant les six prochains mois. Toute augmentation de la production du pétrole et du gaz iranien au-delà de sa capacité actuelle dépend entièrement de l'investissement étranger et de la technologie. Ce qui pourrait se faire si les dures sanctions appliquées depuis 2003 sont levées. Cependant, l'Iran tentera d'utiliser l'accord de Genève pour créer un climat d'optimisme en anticipant d'ultérieures levées de sanctions. Il pourrait s'agir d'une stratégie à long terme, mais c'est la



seule façon de se préparer pour la reconstruction de son industrie du pétrole et du gaz.

## Surabondance : le défi de l'OPEP

Les prix élevés permettent aux grands producteurs du golfe Persique et de l'OPEP d'assurer les fonds suffisants pour couvrir leurs dépenses en bien-être social. Au cours de la réunion de l'OPEP tenue le 4 décembre 2013, le ministre du Pétrole, M. Zangeneh, a déclaré à la presse que l'Iran augmentera sa production « en toutes circonstances », même si les prix du pétrole chutent à 20 dollars le baril. Ce n'est pas une menace réelle mais plutôt une façon rhétorique d'envoyer un message aux membres de l'OPEP, en mettant en exergue le droit de l'Iran à augmenter sa production et à récupérer ses anciens quotas de production. Il a par ailleurs mis l'accent sur la responsabilité d'autres producteurs de l'OPEP dans la réduction de leurs productions afin d'éviter une surabondance sur le marché et par conséquent de fortes baisses de prix qui pourraient produire des effets dévastateurs sur les systèmes fiscaux.

Au cours de l'année dernière, l'Arabie saoudite et l'Irak ont couvert une

grande partie du quota de l'Iran au sein de l'OPEP. À court terme, l'Irak n'est pas pressé de rendre ce quota. Ce pays a signé de nombreux contrats avec des compagnies pétrolières internationales pour accroître sa capacité de production et il n'est donc pas en mesure de pouvoir la réduire. Contrairement à l'Iran, l'Irak a des obligations contractuelles envers ses investisseurs qui exercent une forte influence à Bagdad et à Kirkuk.

Un autre défi pour les membres de l'OPEP est celui du gaz de schiste (ou gaz de roche-mère). Les USA sont en pleine révolution dans la production du pétrole et du gaz de schiste. Selon l'AIE, ils dépasseront la Russie et l'Arabie saoudite en tant que premier producteur de pétrole et de gaz à l'horizon 2015 et ils seront proches de l'autosuffisance énergétique dans deux décennies. On peut donc s'attendre à une diminution considérable de la production de l'OPEP au cours des prochaines années si les USA redoublent d'efforts.

Étant donné que l'Irak a signé des contrats en amont avec des compagnies internationales pétrolières pour accroître sa production, il est peu probable qu'elle puisse réduire son approvisionnement en même temps que l'Iran augmente le sien. Le marché espère que l'Arabie saoudite jouera son rôle traditionnel de

producteur de bouclage afin de contrôler l'approvisionnement et de maintenir la stabilité des prix sur le marché.

Lors de la réunion de l'OPEP en décembre, l'Arabie saoudite déclarait que la production des USA ou son impact potentiel sur les prix du pétrole ne l'inquiétait pas. De fait, le ministre saoudien du Pétrole et des Ressources minérales, Ali Al Naimi, s'est réjoui de l'existence de réserves supplémentaires sur le marché mondial.

## Approvisionnement en gaz naturel

**O**n estime que l'Iran détient près de 33,6 milliards de mètres cubes de réserves de gaz naturel, les deuxièmes réserves mondiales après la Russie, soit 18 % du total des réserves mondiales prouvées de gaz. Cependant, les sanctions, ainsi que les hauts niveaux de consommation nationale (la part du gaz dans la consommation d'énergie des ménages est de 70 %) ont maintenu la participation iranienne au marché mondial du gaz sous la barre de 1 %, bien que le gaz naturel joue un rôle important dans le développement des industries complémentaires, et concrètement les industries pétrochimiques.

La participation iranienne au marché mondial du gaz est peut-être faible, mais ses grandes réserves prouvées ont fait que le pays considère le marché du gaz comme une stratégie à long terme. D'une part, l'un des grands avantages de l'Iran sont les connexions terrestres avec ses voisins. En dépit des tentatives infructueuses pour construire une usine de gaz naturel liquéfié, sa situation géopolitique lui offre la possibilité d'acheminer le gaz par gazoduc jusqu'à des marchés aussi lointains que la Chine via le Pakistan et l'Inde ; la Syrie et le Liban via l'Irak, et l'Europe en traversant la Turquie.

En ce qui concerne la consommation, les économies européennes ont cherché des sources d'énergie sûres

et diversifiées. La fermeture du robinet de la Russie à l'Ukraine et à la Biélorussie, en 2009, a mis en évidence les coûts d'une dépendance excessive au gaz naturel russe. Tandis que l'Iran lutte pour accéder à des marchés de gaz sûrs et à des technologies fiables, les compagnies européennes pourraient garantir leur approvisionnement en gaz en investissant en Iran. Ce qui pourrait, en théorie, dissiper les inquiétudes de l'Europe qui est trop dépendante de la Russie. L'Iran pourrait envoyer du gaz à l'Europe à travers le corridor de la Turquie et pourrait certainement jouer un rôle dans le projet de gazoduc Nabucco: Iran-Turquie-Bulgarie-Roumanie-Hongrie et Autriche.

La situation géographique de l'Iran lui permet aussi d'être un corridor pour le transport d'énergie de la mer Caspienne et de l'Asie centrale vers le golfe Persique et le Moyen-Orient. En Iran, la plupart des champs de gaz naturel se trouvent au Sud, mais la plus grande consommation d'énergie a lieu au Nord. Donc, faciliter les exportations d'énergie caspiennes n'impliquerait pas de grandes réformes ou de modifications logistiques. L'Iran pourrait transporter le brut de la mer Caspienne et le traiter dans ses raffineries de Téhéran et de Tabriz. En contrepartie, il pourrait échanger la même quantité de brut avec ses clients du golfe Persique. Les réserves intérieures de gaz dans la mer Caspienne et en Asie Centrale pourraient aussi arriver jusqu'en Europe, en passant par l'Iran.

## Sécurité énergétique mondiale

**L**a grande partie des sanctions contre l'industrie pétrolière iranienne est encore appliquée et il n'est pas prévu que l'approvisionnement en pétrole du marché augmente radicalement, au cours des six prochains mois. Cependant, l'accord de Genève pourrait favoriser un marché plus stable. Et il pourrait aussi avoir un impact psychologique posi-

tif sur le marché. De fait, bien que les sanctions appliquées par les USA et l'Union européenne se maintiennent, le prix du baril de Brent a chuté de 2,7 % jusqu'à 108,05 dollars. Cette tendance à la baisse des prix du pétrole s'est produite même si il était sûr que l'accord de Genève n'allait pas provoquer une augmentation importante de l'approvisionnement mondial pétrolier. Cela signifie que même si l'approvisionnement pétrolier n'augmente pas, la diminution des tensions régionales et mondiales pourrait avoir un effet à la baisse sur les prix.

Dans le cadre de l'accord de Genève, les compagnies transportant le pétrole iranien pourront bénéficier de sanctions moins lourdes. Leurs routes de transport seront moins restreintes et elles pourront approvisionner en pétrole iranien les grands marchés comme la Turquie et l'Inde. Les compagnies d'assurance pourront aussi constater une augmentation de leurs activités et plus de facilités à faire des affaires avec les cargaisons iraniennes de pétrole. Tous ces facteurs pourraient indiquer un approvisionnement plus sûr sur le marché mondial du pétrole.

Un accord final avec l'Iran supposerait un relâchement immédiat de ces sanctions. Les réserves prouvées de l'Iran ainsi que sa situation géographique et géopolitique lui permettraient de jouer un rôle significatif dans l'approvisionnement et dans la sécurité énergétique mondiale dans l'avenir. Le plus important pour l'Iran est qu'un tel scénario ouvrirait la voie à l'investissement et à l'arrivée de la technologie, ce qui permettrait au pétrole et au gaz iranien d'atteindre tout son potentiel. Tout ceci associé à une réforme de la réglementation en matière d'investissement pourrait favoriser l'Iran et contribuer pleinement à la sécurité énergétique mondiale dans un avenir sans sanctions. ■